



# LE GENRE DANS LES INSTITUTIONS DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DES PAYS ACP

**ICReport**  
Avril 2022

Implemented by

## TABLE DES MATIÈRES

<i>Liste des acronymes</i>	<b>3</b>
<b>1. CONTEXTE</b>	<b>4</b>
<b>2. MÉTHODOLOGIE</b>	<b>4</b>
<b>3. TENDANCES-CLÉS</b>	<b>5</b>
<b>4. STRATÉGIES ET POLITIQUES DE GENRE</b>	<b>8</b>
<b>5. PROJETS ET PRODUITS SENSIBLES AU GENRE</b>	<b>13</b>
<b>6. ENJEUX ET BESOINS D'APPUI</b>	<b>17</b>
<i>Annexe 1 : Liste des parties prenantes et des IFD interrogées</i>	<b>20</b>
<i>Mentions légales</i>	<b>22</b>

## LISTE DES ACRONYMES

<b>AIAFD</b>	Association des institutions africaines de financement du développement
<b>OEACP</b>	Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
<b>BAD</b>	Banque asiatique de développement
<b>AIFDAP</b>	Association des institutions de financement du développement en Asie et dans le Pacifique
<b>AFAWA</b>	Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (Affirmative Finance Action for Women in Africa)
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>BAfD</b>	Banque africaine de développement
<b>BDC</b>	Banque de développement des Caraïbes
<b>IFD</b>	Institution de financement du développement
<b>BEI</b>	Banque européenne d'investissement
<b>FVC</b>	Fonds vert pour le climat
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial
<b>BID</b>	Banque interaméricaine de développement
<b>SFI</b>	Société financière internationale
<b>KfW</b>	Banque allemande de développement (Kreditanstalt für Wiederaufbau)
<b>MPME</b>	Micro, petites et moyennes entreprises
<b>AEF</b>	Autonomisation économique des femmes

# LE GENRE DANS LES INSTITUTIONS

# DE FINANCEMENT DES PAYS ACP

# GRANDES TENDANCES ET EXEMPLES PHARES

## 1. CONTEXTE

Les institutions de financement du développement (IFD) ont un rôle prépondérant à jouer dans la promotion du financement lié au genre et de l'autonomisation économique des femmes (AEF). Bien que les initiatives des banques multilatérales soient bien documentées et diffusées par le biais d'événements et de publications, comme le rapport « *Public Development Banks Driving Gender Equality: an Overview of Practices and Measurement Frameworks* » de 2021 publié par ONU Femmes et l'Agence Française de Développement (AFD), la visibilité des efforts des IFD nationales et sous-régionales sur ce sujet est faible. Leurs sites Web ou leurs rapports annuels ne mettent généralement pas en évidence leurs efforts dédiés au financement en faveur de l'égalité des sexes, lesquels sont rarement documentés par des articles de recherche ou d'autres publications. En conséquence, les IFD nationales connaissent des succès et des défis dans leurs efforts pour promouvoir l'égalité des sexes mais ne bénéficient pas d'une large reconnaissance, n'ont pas la possibilité de servir d'inspiration à leurs pairs, et ne bénéficient pas de réseaux de soutien qui peuvent contribuer à identifier des solutions aux difficultés qu'elles rencontrent. Cette étude a pour objectif d'identifier les IFD des pays membres de l'Organisation des pays d'Afrique,

des Caraïbes et du Pacifique (ACP) menant des initiatives de financement en faveur de l'égalité des sexes ou en matière d'AEF. L'étude vise à mettre en avant les bonnes pratiques de ces dernières et les défis à relever pour encourager le dialogue dans l'ensemble de la région ACP sur les approches en matière de financement liées au genre et d'AEF. Cela comprend les activités relatives aux politiques et processus internes des IFD, telles que celles liées aux politiques de genre, à la gestion des ressources humaines, ainsi que les activités orientées vers les clients, telles que les produits financiers ou l'assistance technique.

**Cette étude s'articule comme suit :** Les chapitres 1 et 2 présentent le contexte et la méthodologie de recherche ; le chapitre 3 expose les tendances émergentes en matière de financement lié au genre au sein des IFD nationales dans la région ACP ; le chapitre 4 donne un aperçu des caractéristiques des stratégies et politiques de genre des IFD clés ; le chapitre 5 présente des exemples de projets et de produits genrés ; et le chapitre 6 souligne les principaux enjeux, les défis et les besoins d'appui nécessaires pour promouvoir le financement lié au genre et l'AEF au niveau des IFD nationales et sous-régionales.

## 2. MÉTHODOLOGIE

Cette étude qualitative a commencé par une analyse documentaire des IFD dans les pays ACP et des entretiens avec des parties prenantes des associations régionales d'IFD<sup>1</sup> et des experts régionaux du financement du genre. Ce processus a permis de dresser la liste complète des IFD nationales et sous-régionales dans la région ACP. Un examen plus approfondi des

sites Web des IFD, de leurs rapports annuels, d'autres publications et de matériel de recherche a permis d'identifier celles disposant d'exemples d'initiatives en cours en matière de financement en faveur de l'égalité des sexes ou d'AEF. Sur la base de ces éléments, 24 IFD ont été présélectionnées pour une étude approfondie : 12 en Afrique, 6 dans le Pacifique, 6 dans les Caraïbes.

<sup>1</sup> Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD), Association des institutions de financement du développement en Asie et dans le Pacifique (AIFDAP).

### Encadré 1 : Liste des IFD interrogées

#### Afrique :

- Bank of Industry (BOI) Ltd Nigeria
- Citizen Entrepreneurial Development Agency (CEDA) Botswana
- Banque de développement de la Namibie (BD Namibie)
- Banque de développement du Nigeria (BD Nigeria)
- Banque de développement d'Afrique du Sud (BDAS/DBSA)
- Banque de développement et de commerce de l'Afrique de l'Est et du Sud (BDCAES/TDB)
- Banque de développement de l'Afrique de l'Ouest (BDAO)

#### Pacifique :

- Banque de développement de Samoa (BD Samoa)
- Banque de développement des États fédérés de Micronésie (BD EFM)

#### Caraïbes :

- Fonds de développement Caricom (FDC)
- Banque de développement des Caraïbes (BDC)
- Development Finance Corporation of Belize (DFC Belize)
- Banque de développement de la Jamaïque (BD Jamaïque)

Nous avons complété les informations accessibles au public sur les pratiques de genre des IFD nationales et régionales dans la région ACP par des entretiens avec des parties prenantes. Parmi les IFD préidentifiées, 13 ont participé à des entretiens : 7 en Afrique, 2 dans le Pacifique et 4 dans les Caraïbes (voir l'annexe 1 pour la liste complète des parties

prenantes et des personnes travaillant dans des IFD qui ont été interrogées). Les IFD qui ont été contactées pour une demande de partage d'informations sur leurs initiatives n'ont pas toutes répondu. Malgré tous nos efforts, certaines IFD qui sont actives dans le financement du genre dans les pays ACP ne figurent peut-être pas dans cette étude.

## 3. TENDANCES-CLÉS

**De manière générale, le financement en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes ne sont pas encore une priorité pour les IFD dans la région ACP.** Parmi la liste des IFD identifiées dans les pays ACP, moins de 20 % montrent des signes de planification ou de mise en œuvre de politiques ou de programmes internes ou externes en matière de genre.

**Le sujet commence en revanche à prendre de l'importance.** Les associations régionales, dont l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) et l'Association des institutions de financement du développement en Asie et dans le Pacifique (AIFDAP), ont pris conscience que la question du genre est une préoccupation de plus en plus importante et expriment le désir de mieux comprendre les initiatives en matière de genre au sein de leur base de membres. L'AIAFD a récemment organisé un atelier conjoint avec l'Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (Affirmative Finance Action for Women in Africa – AFAWA) sur le sujet, a intégré la question du genre dans son programme annuel de formation et prévoit d'inclure des questions sur les initiatives axées sur le genre dans son enquête annuelle auprès de ses membres.

**Un grand écart existe cependant entre la prise de conscience de l'importance du sujet et le passage à l'acte.** Tandis que la prise de conscience des avantages économiques importants que représente la prestation de services en faveur des femmes gagne du terrain, que ce soit la croissance du PIB au niveau national<sup>2</sup> ou la baisse des créances douteuses au niveau du portefeuille,<sup>3</sup> de nombreuses IFD ne savent pas par où commencer pour promouvoir un financement lié au genre, ou ne savent pas ce dont les femmes entrepreneurs, dont la majorité travaillent dans le secteur informel, ont besoin. Une compréhension approfondie des besoins et des obstacles à la croissance du secteur, tant financiers que non-financiers, en général et dans le contexte du COVID-19, est cruciale pour l'élaboration d'une offre efficace. En l'absence d'analyse de rentabilité factuelle, les IFD éprouvent des difficultés à justifier les investissements dans la recherche et le développement de services pour ce segment de marché.

**Les éléments déclencheurs et les motivations pour la promotion du genre varient.** Certaines IFD, comme DFC Belize, voient l'accent mis sur le genre comme un moyen de se démarquer de la concurrence. D'autres considèrent

2 BCG, The Trillion Dollar Opportunity in Supporting Women Entrepreneurs, 2019; McKinsey & Company, How Advancing Women's Equality Can Add \$12 Trillion to Global Growth, 2015

3 The Financial Alliance for Women, Measuring the Value of the Female Economy: 2021 Edition, 2022; IFC and FMO, Non-Financial Services: The Key to Unlocking the Growth Potential of Women-led Small and Medium Enterprises for Banks, 2020

le financement en faveur de l'égalité des sexes comme un moyen essentiel d'atteindre les objectifs d'impact de développement qui sont liés aux priorités gouvernementales. Le point de départ de la plupart des IFD de cette étude semble toutefois être les exigences des donateurs/bailleurs de fonds.

**Les banques multilatérales et les autres IFD qui jouent le rôle de bailleur de fonds influencent les IFD nationales et sous-régionales pour qu'elles adoptent des politiques de genre et, dans certains cas, prennent des mesures supplémentaires.** Cela s'explique par un certain nombre de facteurs, y compris la motivation à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et une attention accrue portée à la finance et aux investissements intelligents axés sur l'égalité des sexes, par exemple au travers d'initiatives comme le 2X Challenge.<sup>4</sup> La Banque asiatique de développement (BAD), la Banque interaméricaine de développement (BID), le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ont commencé à définir des exigences relatives au genre comme condition pour leur soutien et/ou pour recevoir une accréditation. Celles-ci vont de la réalisation d'une évaluation interne de genre et de l'élaboration d'une politique et/ou d'un plan d'action en matière de genre, au suivi et à la déclaration des données ventilées par sexe sur les bénéficiaires du financement, et à la garantie qu'un pourcentage du financement atteint directement un ou plusieurs segments cibles. Par exemple, l'accréditation du FVC exige que les institutions qui mettent en œuvre ses fonds élaborent une politique de genre. La Banque de développement des Caraïbes (BDC), une IFD régionale qui a obtenu l'accréditation du FVC en 2016 et qui met en œuvre des fonds du FVC qui soutiennent ses pays membres emprunteurs, a apporté son soutien à plusieurs de ces banques membres, telles que la Banque de développement de Sainte-Lucie, la Banque de développement du Belize et la Banque de développement de la Jamaïque, pour élaborer leurs politiques de genre afin de s'assurer qu'elles sont conformes aux exigences du FVC.

**Au niveau des IFD, le lien entre l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de genre est essentiel.** Cette dernière fait souvent défaut en raison d'exigences concurrentes en matière de leadership et de ressources, ainsi que du temps et de l'expérience nécessaires pour sensibiliser et créer une expertise interne sur l'égalité des sexes. Pour se conformer aux exigences de financement multilatérales ou régionales ou pour s'aligner sur la politique du gouvernement, un certain nombre d'IFD concernées par l'étude ont travaillé avec des consultants pour élaborer une politique

de genre et/ou ont défini l'égalité des sexes comme un pilier clé de leur stratégie. Mais les initiatives semblent s'arrêter là. Sans engagement de la direction, les politiques ne sont pas communiquées en interne ni mises en œuvre par le biais d'un plan d'action doté des ressources nécessaires. Par conséquent, les travaux liés à l'égalité des sexes manquent cruellement de ressources parmi les IFD interrogées. Sans ressources humaines telles que la mise en place de « champions du genre » qualifiés bénéficiant du soutien de la direction et de moyens financiers pour soutenir l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes<sup>5</sup>, la mise en œuvre et les progrès en la matière ne progressent pas.

**La combinaison d'une politique nationale progressiste en matière de genre et de liens efficaces entre les IFD et les décideurs politiques peut jouer un rôle catalyseur.**

Lorsque les IFD sont étroitement liées aux décideurs politiques d'un pays menant une politique d'égalité des sexes, elles sont en mesure de s'assurer que leurs stratégies sont alignées sur des initiatives plus vastes pour déclencher un changement au niveau national. La force de ces liens varie considérablement d'un pays à l'autre. Le CEDA au Botswana travaille en étroite collaboration avec le bureau du gouvernement chargé des questions de genre pour aligner ses initiatives sur les priorités du gouvernement chaque année, et rend compte régulièrement des progrès accomplis par rapport aux objectifs. La Banque de développement de la Jamaïque a aligné son mandat pour soutenir la politique jamaïcaine en matière d'égalité des sexes et de climat. Un petit nombre d'IFD, comme la BD des États fédérés de Micronésie, devancent les politiques nationales en matière de diversité de genre au sein du leadership. Dans ce cas, la politique de genre d'une IFD peut être un exemple pour les décideurs politiques du pays.

**Tout en étant essentielles pour mesurer les progrès de toute initiative de genre, les données ventilées par sexe présentent des lacunes** aux niveaux régional, national et

des IFD car le recueil, l'analyse et la communication systématiques de données de qualité sont difficiles. Aux niveaux régional et national, l'absence de définitions communément convenues des « entreprises dirigées par des femmes » et des micro, petites et moyennes entreprises, ainsi que l'absence d'Indicateurs de Performance Clés (IPC) normalisés et de formats de reporting peuvent entraver le recueil, l'analyse et le reporting des données agrégées. Au niveau des IFD, des capacités pour le contrôle de la qualité des données saisies et des outils de management du système d'information doivent également être en place. Certaines

4 Lancé en juin 2018, le 2X Challenge est une initiative multilatérale menée par les IFD membres du G7 visant à s'associer à d'autres IFD et institutions de financement pour déployer et mobiliser des fonds à l'appui de projets qui autonomisent les femmes en tant qu'entrepreneurs, cheffes d'entreprise, employées et consommatrices de produits et services dans les économies émergentes et en développement. Entre 2018 et 2020, 11,4 milliards USD de capitaux ont été mobilisés. L'objectif de 2021-2022 s'élève à 15 milliards USD.

5 L'approche intégrée de genre fait référence au processus d'évaluation des répercussions sur les femmes et les hommes de toute action, politique ou projet. Il s'agit d'une stratégie visant à atteindre l'égalité des sexes en veillant à tenir compte des préoccupations, besoins et expériences des femmes et des hommes lors de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques, des projets et des autres interventions dans toutes les sphères économiques, sociétales et politiques. [Source : ONU Femmes]

IFD expriment le souhait d'un soutien pour développer des outils et une approche systématique afin de surveiller les données ventilées par sexe.

L'investissement fondé sur le genre commence par la définition et l'identification d'entreprises dirigées par des femmes. Parmi les autres éléments que les institutions peuvent prendre en compte pour l'investissement fondé sur le genre figurent les critères tels que la proportion de femmes à des postes de direction d'une entreprise, le pourcentage de femmes employées, ou si une entreprise développe et commercialise des produits ou services qui profitent particulièrement ou de manière disproportionnée aux femmes.

## DÉFINIR UNE « ENTREPRISE DIRIGÉE PAR DES FEMMES »

Les comptes bancaires appartenant aux PME sont souvent ouverts auprès d'établissements financiers en tant qu'entités commerciales, sans précision de genre. Pour suivre le nombre de PME dirigées par des femmes parmi sa clientèle, une banque doit d'abord déterminer des critères, mettre à jour ses formulaires d'ouverture de compte et, si nécessaire, le système d'information de gestion pour saisir les nouvelles informations. Elle doit ensuite former son personnel pour recueillir et saisir correctement les données.

L'analyse des données relatives au genre au niveau national est plus efficace lorsque toutes les entités déclarantes utilisent les mêmes définitions et les mêmes indicateurs. Pour faciliter le processus, certains gouvernements commencent à élaborer des définitions normalisées pour toutes les institutions financières qui rendent compte de l'égalité des sexes dans le pays. En outre, certains organismes multilatéraux, comme la Société financière internationale (SFI), ont élaboré des critères sur ce qui constitue une entreprise dirigée par des femmes et exigent que leurs banques partenaires rendent compte des projets liés au genre en utilisant ces paramètres.

Certains critères couramment utilisés pour déterminer ce qu'est une entreprise dirigée par des femmes portent sur le fait qu'une majorité de l'entreprise soit détenue par une ou plusieurs femmes, ou qu'un certain pourcentage des cadres supérieurs et/ou des membres du conseil d'administration soient des femmes.

## 4. STRATÉGIES ET POLITIQUES DE GENRE

À mesure que le financement en faveur de l'égalité des sexes et l'AEF deviennent une priorité, les IFD régionales et nationales prennent des mesures pour développer des stratégies et des politiques de genre. Bien que beaucoup d'entre elles en soient aux premiers stades de l'élaboration et de l'approbation de ces politiques, quelques institutions se sont dotés de solides stratégies, de mécanismes de mise en œuvre et d'indicateurs de performance pour mesurer leurs progrès.

### Banque de développement des Caraïbes (BDC) – Une politique et un plan complets avec des mécanismes de mise en œuvre

La BDC est une banque de développement régionale qui met en œuvre les fonds des partenaires de développement

principalement par le biais des IFD nationales des Caraïbes. La BDC a développé sa politique de genre en 2019 et son plan d'action sur le genre en 2020. Cette politique comprend cinq piliers :

1. la prise en compte de critères de prêt liés au genre
2. l'introduction d'une formation sur le genre et la diversité pour le personnel et les partenaires
3. une formation sur l'égalité des sexes dispensée aux prestataires de services financiers
4. le développement de produits de connaissance sur l'égalité des sexes dans les Caraïbes
5. la promotion de l'autonomisation économique des femmes.

### Encadré 2 : Mécanisme de mise en œuvre de la politique de genre de la BDC

MÉCANISMES DE MISE EN ŒUVRE SÉLECTIONNÉS	ACTIONS ENTREPRISES À CE JOUR
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Objectif de 80 % des projets qui aient une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'horizon 2024.</b> La plupart des projets comprennent des interventions sur le renforcement des capacités en matière d'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes et d'activités de suivi et d'évaluation liées au genre, en tirant parti des données ventilées par sexe dans la mesure du possible.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour renforcer la sensibilisation au genre en interne, les spécialistes du genre ont organisé une série de <b>formations internes sur le genre</b> axées sur quatre secteurs : le transport, l'énergie, l'autonomisation économique et la réduction des risques climatiques/de catastrophe.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Un système de marqueur du genre<sup>6</sup> évalue les projets</b> en utilisant un barème de notation de 0 à 4. 0 désigne les projets sans considération de genre et 4 les projets spécifiques au genre. Chaque projet doit être doté d'un plan d'action sur l'égalité des sexes. Cela permet de garantir la prise en compte du genre à chaque phase du cycle du projet (conception, analyse, mise en œuvre, suivi et évaluation), avec des mécanismes de responsabilisation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Afin de créer un environnement propice, la BDC a développé des <b>formations et des lignes directrices sur les politiques liées au genre</b> pour les projets d'infrastructures.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Le recueil des données ventilées par sexe</b>, lorsqu'elles sont disponibles, étaye le suivi des impacts.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La banque travaille actuellement sur une <b>budgetisation sensible au genre<sup>7</sup></b> pour soutenir la mise en œuvre efficace de programmes axés sur l'égalité des sexes.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La BDC est en train de développer d'autres outils et listes de contrôle, tels que des <b>conseils techniques</b> pour les secteurs dans lesquels la banque est particulièrement présente, y compris les projets d'infrastructures dans les domaines du transport, de l'énergie et de l'eau.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La banque a élaboré des <b>indicateurs de représentation des sexes</b> pour les cadres et les personnel technique.</li> </ul>

6 Un système de marqueur du genre est un outil qualitatif servant de mécanisme de responsabilisation et d'incitation à l'intention des entreprises pour adopter une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes tout au long du cycle de vie du projet et enregistrer les interventions visant à promouvoir l'égalité des sexes. Il permet également aux entreprises de rendre compte et de suivre les fonds alloués aux projets axés sur le genre.

7 La budgetisation sensible au genre fait référence à l'intégration d'un budget qui fonctionne pour les femmes et les hommes en assurant une répartition équitable des ressources et en favorisant l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (source : Oxfam, A Guide to Gender-Responsive Budgeting)



**La BDC adopte une approche multidimensionnelle pour soutenir la mise en œuvre de sa politique et de son plan d'action sur l'égalité des sexes.**

La direction apporte un soutien visible : le vice-président de la BDC est le « champion » du genre. À ce titre, il communique régulièrement au personnel l'importance de l'accent mis sur le genre au sein de la banque. Les invitations aux ateliers sur le genre, par exemple, proviennent de son bureau. Alors qu'une équipe chargée de l'égalité des sexes dirige au quotidien la mise en œuvre dans la région, l'analyse du projet sous l'angle du genre relève de la responsabilité de l'ensemble du personnel, et pas seulement de l'équipe chargée de l'égalité des sexes. Les mécanismes de mise en œuvre détaillés dans l'encadré 2 s'y rapportent : le genre est intégré à toutes les étapes du cycle de vie d'un projet grâce à l'utilisation d'un système de marqueur du genre, au recueil des données ventilées par sexe et au système de suivi et d'évaluation de la banque. La BDC assure une collaboration étroite entre ses services internes et assure la liaison avec les banques multilatérales et les IFD partenaires pour adopter une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes. En plus de mener une formation de sensibilisation à l'égalité des sexes pour le personnel et la haute direction, la BDC bénéficie d'une communauté de pratiques axées sur le genre avec des personnes ressources sur le genre provenant de différents secteurs de la banque qui se réunissent pour partager les bonnes pratiques.

→ La BDC compte travailler sur les achats et la budgétisation sensibles au genre, ainsi que sur le financement climatique sous l'angle du genre. Grâce à l'expertise technique fournie par Statistique Canada et les ressources de son Fonds spécial, la BDC offrira une assistance technique aux agences statistiques nationales de la région des Caraïbes sur les statistiques sensibles au genre,<sup>8</sup> y compris les statistiques ventilées par sexe, ce qui est essentiel pour élaborer des politiques et des programmes liés au genre fondés sur des données factuelles.

**Banque de développement du Nigeria (BD Nigeria) – Objectifs au niveau du portefeuille de projets, soutenus par des programmes d'incitation et le suivi des données**

Fondée en 2017, la BD Nigeria est détenue conjointement par le gouvernement fédéral du Nigeria (70%) et cinq IFD multilatérales (la Banque mondiale en tête, suivie de l'AFD, la BAfD, la KfW et la BEI). La BD Nigeria est une banque de gros qui prête par l'intermédiaire de banques commerciales, de services de microfinance, des banques hypothécaires et d'autres intermédiaires financiers. Ses priorités stratégiques sont l'égalité des sexes, le changement climatique, la promotion de l'inclusion financière et le financement des femmes, des jeunes et des start-ups.

Afin de promouvoir l'égalité des sexes par l'accès au financement, la BD Nigeria a prévu de verser un minimum de 40% de son portefeuille aux femmes en 2018, et a relevé l'objectif à 80% en 2020. Pour y parvenir, la banque a mis en place un programme incitatif de réduction des intérêts pour les intermédiaires. À l'échéance du prêt, la réduction d'intérêts prévoit une ristourne pouvant aller jusqu'à 15% des intérêts payés sur le montant que l'intermédiaire a versé aux clientes. Pour être admissible, l'intermédiaire doit être en mesure de suivre les destinataires finaux sur une

base ventilée par sexe et de fournir les données à la BD Nigeria avant de recevoir un prêt. Le personnel des intermédiaires de la BD Nigeria est également incité par le biais du programme Ambassadeur des services de BD Nigeria. Grâce à ce programme, les membres du personnel reçoivent des avantages lorsqu'ils augmentent le nombre de prêts accordés aux femmes dans leurs portefeuilles internes. Les avantages vont de la reconnaissance à un événement annuel organisé avec des institutions financières, en passant par un financement pour leur développement personnel ou professionnel.

**Pour évaluer l'impact, l'équipe de suivi et d'évaluation de la BD Nigeria suit les paramètres clés avant le déboursement.**

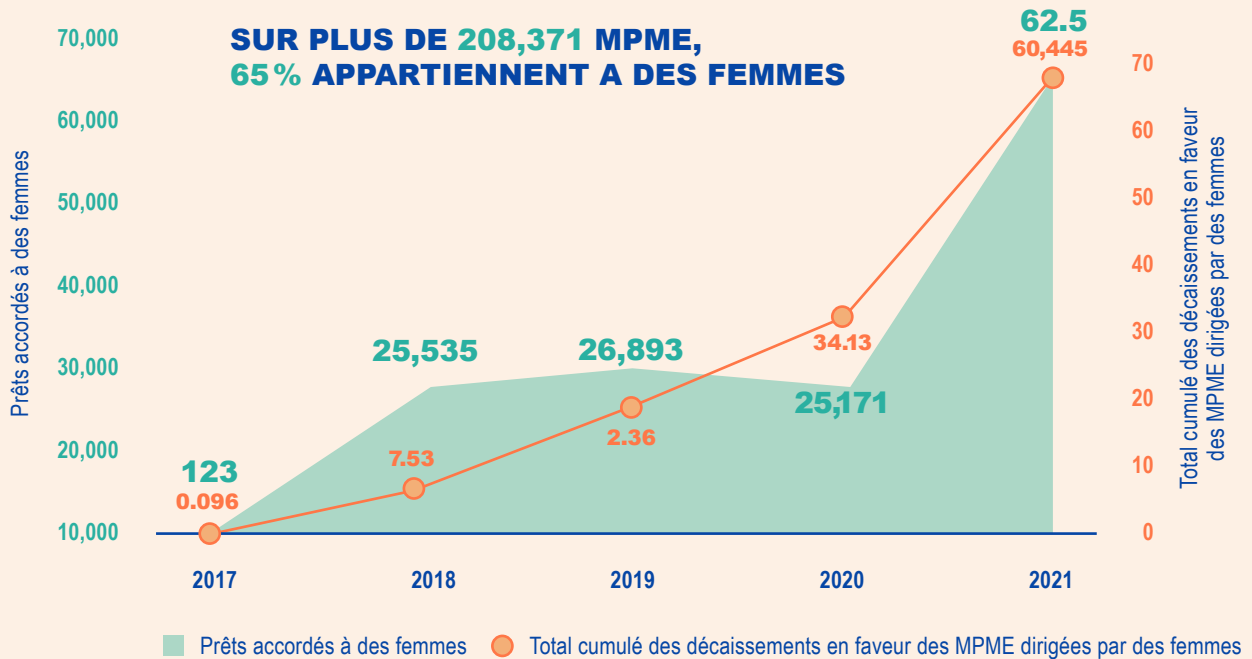
Ses 28 institutions financières partenaires fournissent des données sur les emprunteurs finaux visés, y compris le sexe, le secteur, la localisation, le montant du prêt et la durée, ainsi que des données sur le nombre d'entreprises dirigées par des femmes qui obtiennent un financement, le

volume des prêts, et s'il s'agit de startups ou si elles accèdent au crédit pour la première fois. Les informations sont accessibles à la BD Nigeria à tout moment par le biais d'une base de données. En raison de cet accent mis sur le genre, la BD Nigeria a constaté une augmentation du nombre de femmes et d'entreprises dirigées par des femmes parmi ses emprunteurs, y compris pour des premiers prêts.

<sup>8</sup> Les statistiques sensibles au genre désignent des statistiques qui, en plus d'être ventilées par sexe, visent à saisir les réalités existantes, les obstacles et les écarts auxquels sont confrontés différents segments de femmes et d'hommes dans le contexte local. Le type de statistiques recueillies, et la manière dont elles sont recueillies, dépendent des disparités entre les sexes et des barrières existantes.

### PRINCIPALES RÉALISATIONS :

- Entre 2017 et 2021, la BD Nigeria a déboursé 62,5 milliards NGN (150,3 millions USD) via 28 intermédiaires en faveur de 138 167 MPME dirigées par des femmes. 13 892 d'entre elles empruntaient pour la première fois.
- Sur plus de 208 000 MPME servies, 65% sont détenues par des femmes.



➤ **TOTAL DES DÉCAISSEMENTS EN FAVEUR DES FEMMES**  
**62.5 b**

➤ **TOTAL DES MPME DIRIGÉES PAR DES FEMMES**  
**138,167**

➤ **PREMIER ACCES AU CREDIT POUR DES FEMMES DIRIGEANT DES MPME**  
**13,892**

Données au 31 décembre 2021, Banque de développement du Nigéria.

### Banque de développement d'Afrique du Sud (BDAS/DBSA) – Une approche globale avec un mécanisme de responsabilisation unique pour le genre

Créée en 1983 puis établie en tant qu'IFD par la Loi DBSA 13 de 1997 amenée en 2014, la BDAS est entièrement détenue par le gouvernement sud-africain et supervisée par le Trésor national au Ministère des Finances, et rend compte régulièrement au Parlement. Elle vise à permettre le financement du développement, à promouvoir la croissance sociale et économique par l'investissement dans les infrastructures économiques et à soutenir l'intégration régionale. La BDAS prête directement aux entités publiques

et privées en Afrique du Sud ainsi que dans d'autres pays africains. Les secteurs prioritaires sont l'eau et l'assainissement, l'énergie, les transports, les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'éducation et la santé. La BDAS est accréditée par le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en tant qu'agence nationale de projet (NPA). Les exigences de ces organisations en matière de genre ont directement influencé l'avancement de l'agenda de genre de la BDAS.

La BDAS a introduit quatre piliers stratégiques pour l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes en 2019 et est en train d'élaborer une politique de genre. Pour ce faire, la banque a participé à l'étude

menée par l'International Development Finance Club (IDFC), la Banque asiatique de développement (BAD) et la Frankfurt School of Finance pour **élaborer un diagnostic afin d'évaluer son niveau de préparation pour promouvoir l'approche intégrée de genre et mettre en évidence ses forces et ses faiblesses**. Cette étude, qui a commencé en juillet 2021, a étudié les opérations d'un petit nombre de banques de développement membres de l'IDFC et leur impact sur l'égalité et l'équité entre les sexes dans le monde entier, et a mis en avant l'intégration du genre dans les banques de développement. Les conclusions ont mis en évidence la nécessité d'une structure dédiée à l'égalité des sexes au sein de la Banque et ont mis en lumière les questions d'égalité des sexes en Afrique du Sud et dans les

secteurs cibles de la BDAS, la manière dont la BDAS peut affecter différemment les femmes et les hommes et le coût de l'exclusion des femmes.

**La BDAS promeut une approche intégrée du genre tant au niveau institutionnel que dans ses projets.** Au sein de la banque, la BDAS a progressé en matière de promotion de la diversité des genres dans l'ensemble de l'organisation grâce au recrutement inclusif et à la représentation des femmes aux postes de direction. La banque prévoit également de promouvoir des conditions de travail propices et sûres pour le personnel féminin sur le terrain où la violence sexiste est un risque.

## LES QUATRE PILIERS STRATÉGIQUES DE LA BDAS POUR L'APPROCHE INTÉGRÉE DE GENRE :

1. Investir : tout projet doit avoir des considérations basées sur le genre.
2. Politiques et pratiques stratégiques : ce pilier englobe le recrutement inclusif et la diversité des genres.
3. Renforcement des capacités et partage des connaissances : ce pilier englobe la sensibilisation de l'ensemble du personnel (un domaine dans lequel la BDAS a progressé en 2021). Par exemple, la BDAS prévoit de mener des séances de sensibilisation sur l'engagement des hommes en faveur de l'égalité des sexes et de la solidarité des hommes, ainsi que sur des sujets comme la masculinité toxique.
4. Partenariats : ce pilier englobe des partenariats avec des organisations qui promeuvent l'égalité des sexes comme ONU Femmes et l'OCDE. En tant qu'IFD accréditée par le FVC, la BDAS soutient d'autres organisations qui visent à obtenir l'accréditation du FVC. La BDAS met en œuvre de plus en plus de projets axés sur le genre, comme ceux du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du FVC et de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA/SADC), qui ont tous des exigences en matière de genre.

**La banque intègre la question du genre dans ses projets via ses normes environnementales, sociales et de protection, qui recouvrent l'intégration du genre à tous les niveaux. À l'instar de la BDC, la BDAS a adopté un système de marqueur du genre avec une notation et des exigences associées pour chaque catégorie.** Par exemple, une note de 1 désigne les projets ayant pour objectif de promouvoir l'égalité des sexes et 4 désigne ceux dont la contribution potentielle à l'égalité des sexes est limitée ou nulle. Les projets des catégories 1 à 3 sont tenus d'effectuer une analyse du genre et d'élaborer un plan d'action alors que les projets de la catégorie 4 ne sont pas tenus de le faire. Chaque plan d'action sur l'égalité des sexes dispose d'indicateurs à surveiller par l'équipe de suivi

et d'évaluation sous la supervision de l'équipe chargée du genre. Les clients de la BDAS doivent promouvoir l'égalité des sexes et mettre en œuvre les plans d'action, tandis que la BDAS fournit des orientations générales sur l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre du projet et sur l'évaluation de l'impact du projet sur le genre.

Pour soutenir l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes, la BDAS a nommé un membre de son personnel qui se concentre sur le genre pour les projets d'investissement et un autre qui supervise l'élaboration continue de la politique de la BDAS en matière d'égalité des sexes, en plus d'autres responsabilités. L'une des initiatives consiste à promouvoir l'approche intégrée de genre dans

la planification stratégique en renforçant les aspects liés au genre dans les objectifs stratégiques. En termes de réalisations, la BDAS met en avant la formation de l'ensemble de son personnel de terrain en 2021 avec l'intention d'inciter ces employés à s'engager en matière d'égalité des sexes.

**La BDAS développe un cadre pour approfondir la promotion de l'approche intégrée de genre dans ses projets, avec des indicateurs, des moyens de vérification ainsi que des hypothèses et des risques associés.** Ce cadre servira de base au reporting annuel de la BDAS sur l'égalité des sexes, qui comprendra des données ventilées par sexe.

**Pour garantir sa responsabilisation, la BDAS inclut des ICP sur le genre dans ses indicateurs de performance depuis 2020. La BDAS est la seule IFD interviewée à avoir adopté cette approche de la responsabilisation en matière de genre.**

La BDAS note également une augmentation de la représentation des femmes au niveau de la direction générale, avec 4 femmes sur 9. La banque constate que l'écart salarial entre les hommes et les femmes est un domaine nécessitant une analyse plus approfondie, particulièrement pour le personnel technique.

### **Approche intégrée de l'égalité de genre dans le processus d'approbation des prêts au sein de la BDAS : détails pratiques**

Lorsque la banque reçoit une demande de crédit, le personnel de terrain effectue d'abord une analyse financière pour déterminer la solvabilité du client potentiel. Si l'évaluation est positive et que la demande passe à la phase d'approbation de la transaction, des spécialistes du genre et du suivi et de l'évaluation sont mobilisés. L'analyse du marqueur du genre est déclenchée et, en fonction de la note reçue par le

projet, une analyse de genre et un plan d'action sont élaborés. Si le risque potentiel d'impact négatif sur le genre est considéré comme minime, la transaction peut être approuvée à condition que l'analyse et le plan d'action relatifs au genre soient élaborés avant le déboursement. Si ce risque est élevé, l'analyse et le plan d'action relatifs au genre sont nécessaires dès le départ, dans le cadre du processus d'approbation.

**Tandis que les exemples de la BDC, de la BD Nigeria et de la BDAS mettent en évidence des approches multidimensionnelles en matière de politique, de plans d'action et de mise en œuvre de l'égalité des sexes, d'autres IFD dans les pays ACP prennent des mesures pour examiner comment promouvoir l'égalité des sexes sur leurs marchés et au vu de leurs contextes. La Banque de développement de l'Afrique de l'Ouest (BDAO) a récemment lancé un plan d'action relatif au genre axé sur le renforcement des capacités institutionnelles en faveur de l'égalité des sexes et sur le renforcement des capacités du personnel féminin. La Banque de développement de la Jamaïque (BD Jamaïque) a récemment été restructurée. La nouvelle structure a été influencée par l'accent mis sur la politique en matière de genre et de climat par**

le gouvernement jamaïcain. Elle prévoit la création d'une division de services stratégiques qui sera à l'origine des initiatives en matière de genre et qui comprendra un spécialiste du genre et des membres de l'équipe provenant de différentes parties de l'organisation. Cette division, qui mène des analyses commerciales et des recherches en politiques publiques, collaborera avec d'autres divisions, y compris le marketing et les relations clients qui sont sur le terrain et en contact avec les clients, dont les femmes entrepreneurs. Elle travaillera également avec l'équipe de développement produit pour élaborer des produits qui répondent aux besoins des femmes. **Ces exemples montrent qu'il n'existe aucune approche universelle en matière de financement du genre et d'AEF. Il est important de se lancer et d'avoir une démarche volontaire.**

## 5. PROJETS ET PRODUITS SENSIBLES AU GENRE

### 5.1 Approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes tout au long du cycle de vie du projet

#### CEDA – Créer un environnement favorable à l'emprunt des femmes

La CEDA<sup>9</sup> a été créée en 2001 pour répondre au besoin de soutien complet pour les entreprises du Botswana. Elle finance des projets nouveaux ou existants par le biais de prêts directs et propose des services de formation, de mentorat et de conseil aux entreprises. Conformément aux priorités nationales, la CEDA se concentre sur l'autonomisation économique des femmes, des jeunes et des personnes handicapées et habitant les zones rurales. Pour ce faire, la banque cherche à créer des emplois, à améliorer l'accès au crédit et à donner la priorité à ces segments de population dans ses achats. La CEDA rend compte de ses indicateurs clés de performance (ICP) chaque mois au gouvernement. Ces ICP comprennent le nombre d'entreprises financées, le montant de ces financements et le nombre d'emplois créés grâce aux financements. Les données sont ventilées par sexe, âge et handicap.

**Plutôt que de développer un produit spécialisé, la CEDA œuvre à créer un environnement propice à l'emprunt pour les femmes. Ce processus implique d'intégrer les considérations de genre dans toutes les phases du modèle du produit :**

- **Exigences de sécurité flexibles** : parce que les femmes ont des actifs limités au Botswana, les garanties représentent un obstacle important pour de nombreuses MPME dirigées par des femmes. Chaque demande de prêt est évaluée au cas par cas et la CEDA négocie avec les clients pour déterminer un moyen approprié de garantir le prêt en l'absence d'actifs tels que des terrains.
- **L'évaluation des projets privilégie l'impact sur le développement** : lors de l'évaluation des projets, la CEDA favorise l'impact sur le développement à la rentabilité. Par exemple, une clinique dans une zone rurale qui fournit des services et crée des emplois serait plus susceptible d'obtenir un financement qu'un projet immobilier lucratif dans la capitale ayant moins d'impact sur le développement.

- **Les femmes sont invitées à envoyer leurs demandes :**

Pour ce faire, la CEDA organise des campagnes de communication ciblées sur les réseaux sociaux, à la radio et la télévision pour sensibiliser le public à l'agence et à ses priorités.

- **Services de conseil aux entreprises,** directs et externalisés.

Pour les entreprises financées, la CEDA offre des services de mentorat, de suivi, de comptabilité et d'autres compétences en fonction des besoins des clients. La CEDA facilite également le mentorat par des pairs en associant des clients expérimentés à des clients plus novices dans le même secteur. Cette initiative s'est avérée efficace et pratique. Les mentors expérimentés se montrent volontaires, et la possibilité pour un mentoré d'apprendre directement d'une personne qui a connu les mêmes défis et est passé par les mêmes étapes est un véritable atout. Les mentors en profitent à leur tour pour élargir leur réseau et apprendre de leurs mentorés. Ce programme permet aux participants de tisser des relations qui se poursuivent après le paiement de leurs prêts CEDA.

**« L'UNE DES PRINCIPALES LEÇONS QUE NOUS AVONS TIRÉES DE L'APPROCHE INTÉGRÉE DE GENRE CONSISTE À IMPLIQUER ET CONSULTER LES PARTIES PRENANTES. L'APPROCHE INTÉGRÉE DE GENRE NE PEUT PAS ÊTRE PRÉCIPITÉE. DES BUDGETS DOIVENT ÊTRE MIS À DISPOSITION Y COMPRIS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU PERSONNEL FÉMININ. »**

**Thembisile Khoza, Chargée de programme de l'approche intégrée de genre, BDAS**

9 Citizen Entrepreneurial Development Agency

## PRINCIPALES RÉALISATIONS :

- Entre 2019 et juin 2021, la CEDA a versé 386 millions P (33,2 millions USD) à 8240 entreprises détenues par des femmes. Ainsi, 6577 emplois ont été créés et 6326 ont été maintenus.
- Le ratio de clients femmes/hommes a augmenté au fil du temps, passant d'une minorité de clientes à 60 % aujourd'hui.
- Les femmes demandent et obtiennent des prêts plus importants que par le passé, en raison des exigences de garanties flexibles de la CEDA (des garanties sont nécessaires pour les prêts supérieurs à 150 000 P (13 000 USD)).

La CEDA conçoit des produits qui répondent aux besoins des entrepreneurs dans les segments dominés par les femmes et offre ces produits à tous les entrepreneurs. Par exemple, un microcrédit récemment créé se positionne « pour les entrepreneurs » et non « pour les femmes ».

### BDEFM – Intégrer le genre au cycle de vie des produits

**La Banque de développement des États fédérés de Micronésie (BD EFM)** a été créée en 1982 en tant qu'unité du gouvernement national. Elle a été restructurée en 1994 pour devenir une société et est gérée aujourd'hui de manière autonome. Ses actionnaires sont le gouvernement national, le gouvernement de l'État de Chuuk et le gouvernement de l'État de Kosrae. La BD EFM travaille avec des banques commerciales et prête directement aux clients. Ses secteurs prioritaires sont le tourisme, l'agriculture et la pêche, qui sont également des secteurs prioritaires pour les femmes. La BD EFM a pris des mesures pour intégrer les considérations de genre dans ses produits, notamment, elle :

- **Offre des conditions de prêt flexibles de 1 à 25 ans et accepte un large éventail de types de garanties.** Le pays dispose d'un registre des biens mobiliers qui permet aux clients de proposer des articles comme des appareils ménagers en garantie. Cela a permis de réduire les obstacles à l'emprunt des femmes, dont beaucoup ne possèdent pas de terres.
- **Restructure les crédits en fonction des besoins :** La BD EFM ne recourt à la saisie et à la justice qu'en dernier ressort. La BD EFM reporte depuis deux ans l'échéance des prêts aux clientes et aux clients touchés par le ralentissement économique causé par la COVID-19.

Nous voulions créer un environnement propice à l'emprunt des femmes. C'est plus important qu'un produit spécialisé qui peut être limitant.

Otlaorongwa Chilume,  
coordinatrice exécutive, CEDA

- **Offre des services de développement commercial et de formation aux femmes entrepreneurs et aux petites entreprises détenues par des femmes,** en partenariat avec le Centre de développement des petites entreprises, rattaché au Collège de Micronésie. La BD EFM collabore avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour mettre en place des programmes de formation. Ses sujets comprennent la comptabilité, les déclarations d'impôts et la gestion financière.
- **Maintient la diversité interne des genres : 63 % des 40 employés de la BD EFM sont des femmes, y compris la PDG et chez les directeurs de succursales.** Cela renvoie un signal d'inclusion des genres et les femmes entrepreneurs se sentent suffisamment en confiance pour approcher la banque et poser des questions.

La BD EFM prévoit de surveiller son impact sur le genre en évaluant son impact sur l'emploi, la croissance des entreprises et les moyens de subsistance, l'augmentation de l'assiette fiscale pour le gouvernement et la répartition de l'emploi entre les femmes et les hommes.

## 5.2 Soutien financier et non financier aux entreprises dirigées par des femmes

### La Banque de développement des Caraïbes met en œuvre des interventions sectorielles

Les interventions de la BDC soutiennent les MPME dans divers secteurs. Bien que des projets spécifiques soutiennent les MPME dirigées par des femmes, l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes est inscrite dans tous les programmes en utilisant le système de marqueur du genre, comme expliqué au chapitre 4. **Dans le cadre du modèle sensible au genre de la banque, le soutien financier est souvent combiné à une assistance technique aux MPME dirigées par des femmes.**

Citons par exemple, l'initiative de la banque consistant à renforcer la parité hommes-femmes dans les industries culturelles et créatives par le biais de son Fonds d'innovation pour les secteurs culturels et créatifs (FISCC). La BDC offre une combinaison de subventions et de services d'assistance technique axés sur genre et l'AEF aux MPME des secteurs culturels et créatifs. Les participants bénéficient d'une formation sur des sujets liés au genre, à la communication, mais aussi les sujets financiers et juridiques. L'assistance technique vise à améliorer la sensibilisation des MPME à la dimension du genre et leur capacité à influencer les problématiques liées au genre. Depuis sa création en 2018, le FISCC a accompagné plus de 140 femmes grâce à ses différents programmes. Environ 60% des projets subventionnés dans le cadre du FISCC sont dirigés par des femmes et environ 47% des projets sont codirigés par des femmes.

### Banque de développement des États fédérés de Micronésie – Un programme conçu pour le secteur informel conjugue crédit et services de développement commercial

**En 2021, la BD EFM a utilisé une subvention de 3 millions USD de la BAD pour offrir un crédit et un soutien au développement commercial du secteur informel, avec une cible minimum de 50% de femmes bénéficiaires.**

- Le montant des microcrédits varie entre 1 000 et 10 000 USD et celui des petits prêts entre 10 000 et 30 000 USD.
- Les emprunts remboursés dans un délai inférieur à deux ans ne portent pas intérêt. Ceux remboursés dans un délai supérieur à deux ans sont assortis d'un taux

d'intérêt subventionné de 3%, ce qui est nettement inférieur au taux d'intérêt classique de 7% dans les EFM.

- Entre mai et septembre 2021, la BD EFM a déboursé 2,5 millions USD sur 3 millions USD avec 68% des prêts accordés aux femmes en tant qu'emprunteuses principales. Le reste de la subvention a servi à offrir des services de développement commercial aux emprunteurs. Ces services ont bénéficié à des femmes entrepreneurs dans divers secteurs, de la fabrication de vêtements traditionnels pour l'exportation aux industries alimentaires.
- La BD EFM recueillera des données sur l'impact de la subvention sur l'emploi et les moyens de subsistance des femmes et de leurs familles. La banque espère étendre le programme et le transformer en fonds renouvelable. La BD EFM encouragera également les entreprises informelles à se formaliser, ce qui leur permettrait de se positionner pour s'engager dans davantage d'activités commerciales liées à l'exportation une fois que les restrictions de voyage dues à la COVID-19 seront levées.

## 5.3 Renforcement des capacités des MPME et des intermédiaires financiers

### BD Nigeria – Assistance technique aux intermédiaires et soutien non financier aux MPME

En plus de prêter aux MPME dirigées par des femmes via des intermédiaires financiers comme décrit dans le chapitre 4, **la BD Nigeria offre des services d'assistance technique à ses intermédiaires financiers pour renforcer leur capacité à servir les femmes et à leur prêter de manière rentable. La banque offre également des services de renforcement des capacités aux MPME**, avec un quota de MPME dirigées par des femmes, afin de développer leur activité et d'accroître leur viabilité financière. Cet accompagnement se déploie au travers de partenaires.

Avec 80% de son portefeuille consacré aux déboursements en faveur des femmes, la prochaine étape pour la BD Nigeria consistera à introduire un produit adapté aux besoins spécifiques des MPME dirigées par des femmes. La banque travaille avec la Banque islamique de développement (BID) dans ce sens et s'appuie sur la recherche et les exemples de réussite d'organisations telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAfD).

## BDC – Soutien sectoriel non financier aux MPME

**Accompagner les femmes dans les domaines technologiques :** La BDC a élaboré un projet incubateur pour soutenir les femmes entrepreneurs dans cinq pays afin de développer des solutions localement appropriées aux défis climatiques affectant la région. Ce projet vise à aider les entrepreneurs du « cleantech » à développer leurs idées de produits et services innovants dans des domaines cruciaux comme les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'eau, les transports, l'alimentation, l'agriculture et les technologies industrielles.

**Renforcement des capacités des MPME dirigées par des femmes dans les secteurs exportateurs :** En partenariat avec la Caribbean Export Development Agency, la BDC a mis en œuvre le projet « We Export » visant à renforcer les capacités des MPME dirigées par des femmes dans la région et à améliorer leur accès au financement. Plus récemment, ces deux institutions ont également lancé un appel à candidatures pour soutenir les MPME axées sur l'exportation, en particulier celles dirigées par des femmes,

afin de se reconstruire après la COVID-19 par l'octroi de subventions pour de l'assistance technique. À ce jour, 61 bénéficiaires ont reçu une aide, dont 24 MPME codétenues par des femmes et des hommes, 16 détenues par des femmes et 21 détenues par des hommes.

**Renforcement des capacités et accès aux marchés :** Fin 2021, la BDC a soutenu le lancement du projet « Nudge »<sup>10</sup> en partenariat avec les supermarchés Massy. Ce projet vise à renforcer les capacités des MPME, notamment celles dirigées par des femmes, et leur permet d'accéder aux marchés en plaçant leurs produits dans les rayons des magasins Massy et via des plateformes en ligne. À ce jour, le programme a soutenu 75 MPME dirigées par des femmes et 14 MPME dirigées par des hommes dans trois pays.

→ La BDC envisage de continuer à travailler sur le commerce, en soutenant notamment les MPME dirigées par des femmes dans la région. Elle soutiendra également les MPME, en particulier celles dirigées par des femmes, dans la transformation numérique et les technologies propres.

D'autres IFD réfléchissent à mettre en œuvre des produits genrés. Par exemple, la **BDAS** étudie la possibilité de collaborer avec ONU Femmes sur des obligations de genre. La **Banque de développement de la Namibie** (BD Namibie), en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD), compte mandater des recherches pour cartographier les besoins des MPME dirigées par des femmes – financiers et non

financiers – et pour identifier les défis et les opportunités pour la BD Namibie afin de servir cette catégorie importante. Enfin, la **Tanzania Agricultural Development Bank** (TADB) élabore une stratégie et un programme axés sur le genre, comprenant des produits financiers sur mesure et un projet de soutien aux femmes et aux jeunes acteurs de la chaîne de valeur agricole.

10 Mise en œuvre à la Barbade, Trinité-et-Tobago et Sainte-Lucie



## IL N'EXISTE PAS QU'UNE SEULE APPROCHE POUR OFFRIR DES PRODUITS FINANCIERS AUX FEMMES.

Il n'est généralement pas nécessaire de développer des produits entièrement nouveaux et de les proposer uniquement aux femmes. Une approche genrée peut signifier que :

- Les modalités, les conditions et le mode de fourniture du produit sont conçus ou adaptés aux besoins, aux défis et à la situation des femmes. Dans ce cas, un même produit peut être offert aux femmes et aux hommes parce que les besoins de ces deux types de profil ont été pris en compte lors de sa conception. Par exemple, les fourchettes de prêts et les prix peuvent rester tels quels, tandis que des exigences en termes de garanties accessibles aux femmes peuvent être introduites pour tous les clients du public cible.
- Les conditions générales des produits sont ajustées pour refléter la dynamique des secteurs comptant une forte concentration de femmes entrepreneurs. Un produit assorti d'une durée de prêt et d'une structure de remboursement adapté à un secteur spécifique peut alors être proposé aux femmes comme aux hommes. Même si l'on s'attend à ce que les femmes y adhèrent plus particulièrement, le produit peut également être disponible pour les hommes ayant des besoins similaires.

Les études montrent que les produits conçus pour les femmes répondent souvent aussi aux besoins des hommes.

## 6. ENJEUX ET BESOINS D'APPUI

Le financement en faveur de l'égalité des sexes et l'AEF sont de nouveaux domaines pour de nombreuses IFD nationales, si ce n'est pour la plupart d'entre elles, et le parcours vers une offre de services efficace pour les femmes est jalonné d'obstacles. Ce chapitre met en évidence les lacunes et les défis auxquels les IFD sont généralement confrontées dans leurs tentatives de mettre en place des financements genrés et de soutenir l'AEF, ainsi que les types de soutien dont les IFD ont besoin pour promouvoir l'égalité des sexes tant au niveau institutionnel qu'au niveau de leurs partenaires et clients.

### 6.1 Créer un environnement propice en sensibilisant et en facilitant la création de liens

**Sensibiliser à l'importance de promouvoir le financement en faveur de l'égalité des sexes et l'AEF, avec des exemples de démarches réussies :** Moins de 20 % des IFD des pays ACP participant à cette étude ont adopté des politiques ou des programmes en cours liés au genre. Cela suggère la nécessité de continuer à sensibiliser à la fois au « pourquoi », à savoir les avantages macroéconomiques de la promotion du financement en faveur de l'égalité des sexes et de l'AEF, et au « comment », par le biais d'études de cas sur les différents moyens utilisés par les IFD, de l'élaboration et la mise en œuvre de politiques institutionnelles à l'offre de solutions sectorielles. Ce soutien peut prendre la

forme de plaidoyer envers les autorités de réglementation, de webinaires ou d'événements pour les IFD.

**Faciliter la création de liens :** Cette étude révèle que l'efficacité des liens entre les décideurs politiques, les IFD et d'autres parties prenantes clés permet de créer une dynamique positive, d'intensifier les résultats et de favoriser l'apprentissage entre pairs sur les réussites et les défis en matière de promotion du financement en faveur de l'égalité des sexes et de l'AEF. La création et le maintien de ces liens nécessitent concentration et efforts. Si les IFD ne sont pas parfaitement conscientes de l'importance du rôle qu'elles peuvent jouer dans cet espace, ces liens ne pourront pas exister. Parmi les types de soutien possibles figurent :

- **La facilitation de la création de liens entre les gouvernements, les autorités de réglementation, les acteurs multilatéraux, les acteurs du secteur privé et les IFD nationales** pour favoriser la communication et l'alignement sur les stratégies et les priorités, et exploiter les efforts collectifs pour stimuler le changement dans le pays.
- **Le soutien à des communautés de pratique axées sur le genre et leur facilitation potentielle**, pour les équipes de terrain des banques et les responsables institutionnels chargés de l'égalité des sexes.

## 6.2 Détermination du niveau de départ et mesure du progrès

### La première étape de la promotion de l'autonomisation des femmes consiste à comprendre le point de départ.

Cela comprend à la fois la diversité et l'égalité des sexes au sein des institutions et la façon dont les clientes sont servies par les IFD. De nombreuses IFD ne disposent pas encore de systèmes de suivi et d'évaluation ou d'outils pratiques genrés pour déterminer leur niveau de départ et suivre leurs progrès par rapport aux objectifs. Le soutien dans ces domaines peut être précieux tant au niveau des IFD qu'au niveau national.

Les supports potentiels au **niveau des IFD** peuvent comprendre :

- **Des conseils sur la conception et la réalisation d'évaluations institutionnelles de genre** afin d'identifier les points forts et les obstacles en vue d'élaborer des politiques et des plans d'action axés sur le genre.
- **Soutenir la mise en œuvre de systèmes de suivi et d'évaluation et d'outils pratiques genrés pour suivre les progrès et l'impact**, en commençant par le recueil et le suivi systématiques des **données clients ventilées par sexe**. Cela comprend la collaboration avec les IFD pour définir des critères pour les entreprises dirigées par des femmes, identifier les indicateurs à suivre et ajuster les systèmes d'information de gestion, si nécessaire, pour s'assurer qu'ils sont en mesure de recueillir les données et de produire des rapports. La formation du personnel est également importante pour garantir la mise en œuvre des changements de processus.

Les soutiens potentiels au **niveau national** peuvent comprendre :

- **Travailler avec les décideurs politiques pour définir des critères** pour les entreprises dirigées par des femmes et les micro, petites et moyennes entreprises. Ces définitions peuvent ensuite être appliquées dans toutes les institutions financières du pays afin de faciliter l'établissement de rapports standardisés.
- **Travailler avec les agences statistiques nationales pour définir les indicateurs de genre** à suivre et un format de rapport standardisé que les institutions financières peuvent adopter.
- **Encourager l'alignement entre les IFD et les agences statistiques nationales** sur les indicateurs ventilés par sexe et le reporting

**L'analyse de rentabilité des financements du genre est un défi pour les IFD.** Bien que la prise de conscience

des avantages économiques généraux des services à l'intention des femmes soit en augmentation, il est difficile de répondre aux questions de « combien cela coûtera » et « quel est le bénéfice pour notre portefeuille bancaire ». Proposer des services aux femmes est perçu comme risqué, car cela implique des coûts – mener des recherches pour comprendre les besoins de cette catégorie, élaborer un modèle économique à leur intention et ajuster ou développer des produits supplémentaires – et le rendement potentiel est considéré comme faible, car les femmes ne représentent pas la majorité des clients professionnels et elles ont tendance à emprunter des montants moins élevés que les hommes. Lorsque le genre est considéré comme un centre de coûts plutôt qu'un levier commercial, les IFD souffrent de ressources internes limitées, tant humaines que financières, pour promouvoir les initiatives en faveur de l'égalité des sexes. « Le genre est souvent confronté à des coupes budgétaires ou est placé tout en bas de la pile des priorités », comme le constate une partie prenante.

Les types de soutien aux IFD pour développer l'analyse de rentabilité d'offrir des services financiers aux femmes incluent :

- Pour celles qui recueillent des données ventilées par sexe et qui ont identifié leur point de départ, **soutenir l'élaboration d'un modèle pour déterminer le retour sur investissement des services aux femmes**. Cela comprend la collaboration avec l'institution pour déterminer les objectifs du programme, tels que la croissance du portefeuille de clients, l'augmentation des revenus d'intérêts, l'augmentation de la fidélité ou la réduction du risque de portefeuille, et déterminer quels indicateurs peuvent être suivis par rapport à ces objectifs, mais aussi l'identification des coûts du programme et l'élaboration d'un modèle de suivi des objectifs.
- **Partager des exemples** de produits, de services et de modèles de prestation genrés efficaces et rentables.

## 6.3 Conception et mise en œuvre de plans d'action relatifs au genre

De nombreuses IFD n'ont pas encore d'expertise interne pour mettre en œuvre des politiques internes en matière d'égalité des sexes ou pour concevoir et déployer des solutions qui répondent efficacement et de manière rentable aux besoins des différentes catégories de femmes. La plupart des IFD interrogées n'ont mené aucune recherche sur leurs catégories de femmes cibles. Sans comprendre les besoins financiers et non financiers de leurs clientes, elles

n'arrivent pas à identifier comment promouvoir l'inclusion financière des femmes, au-delà de l'offre de taux d'intérêt préférentiels. Un mauvais alignement entre l'offre et les besoins des catégories de femmes cibles peut conduire à une adoption limitée et à la perception que les femmes entrepreneurs ne sont pas intéressées par l'accès à ces services pour développer leur entreprise.

Parmi les types de soutien potentiels figurent :

- **Le soutien au renforcement des capacités pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de plans d'action.** Cela peut comprendre le soutien à la promotion de la diversité et de l'égalité des sexes au sein des IFD.
- **Le soutien à la conception et à la réalisation d'études liées au genre pour comprendre les défis, les obstacles et les besoins des femmes entrepreneurs dans les segments cibles.** Cela permettrait aux IFD de développer une offre adaptée aux besoins des différentes catégories de femmes, y compris des produits et services, le marketing et tous les autres aspects du modèle de prestation de services.
- **De l'assistance technique pour développer une expertise interne afin d'intégrer les considérations de genre dans la pratique courante.** Cela peut inclure la conception de produits, le suivi et l'évaluation, l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes autour des cycles de vie des projets, et l'élaboration d'une politique relative au genre tangible ou d'un plan d'action relatif au genre. L'assistance technique dans des domaines spécialisés tels que les marchés publics, la budgétisation et le financement climatique sensibles au genre peut également s'avérer utile. Les IFD disposant de politiques et de plans axés sur le genre peuvent également apprécier le soutien apporté à la lutte contre la violence sexiste, un thème clé post-COVID-19, car il s'agit d'un problème majeur pour les femmes entrepreneurs et les employées dans de nombreux contextes.

#### 6.4 Autres domaines de soutien à la promotion du financement en faveur de l'égalité des sexes et de l'AEF

- **Le financement avec partage des risques pour inciter les IFD à prêter à des catégories telles que les femmes entrepreneurs,** qui sont perçues comme risquées en l'absence d'analyse de rentabilisation. Pour les IFD qui prêtent de l'argent acheté aux taux du marché, l'appétence pour le risque d'explorer des produits adaptés aux femmes est faible. Les IFD sollicitent donc

le soutien financier de donateurs internationaux à des taux préférentiels pour prêter en faveur de l'AEF – au lieu d'utiliser leur propre financement – afin de cibler et de servir cette catégorie.

- **La promotion de l'utilisation de la technologie et du numérique pour atteindre les femmes.** Les services financiers numériques peuvent contribuer à réduire les contraintes de temps et de mobilité des femmes entrepreneurs occupées. Cette catégorie de la population utilise souvent une gamme fragmentée de services financiers, allant des microcrédits aux comptes bancaires et à l'argent mobile. Les informations sur les services financiers et non financiers, proposées via une seule source, comme une application mobile, peuvent soulager les femmes entrepreneurs du fardeau que représente la recherche de services bancaires. Les services financiers numériques peuvent également permettre d'atteindre et de desservir les communautés rurales.
- **Le soutien aux décideurs politiques pour développer des registres de garanties mobilières, et harmoniser leur utilisation avec les institutions financières.** Étant donné que la base de clientèle des IFD couvre souvent des catégories de population qui bénéficieraient le plus de tels registres, une collaboration étroite entre les décideurs politiques et les IFD est recommandée. Cela peut être lié à du plaidoyer pour la réforme des lois et des normes relatives à la propriété d'actifs tels que les terrains.

Cette étude montre qu'il n'existe pas de recette universelle pour promouvoir le financement en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes. Selon le contexte du marché, le rôle de la politique gouvernementale et les objectifs institutionnels, une approche efficace peut sembler très différente d'une IFD à l'autre. Une approche ciblée, fondée sur des données et liée à des objectifs concrets, peut amener à des progrès mesurables.

**La Facilité ICR fournit une assistance technique sur mesure à court terme aux IFD souhaitant approfondir la promotion du financement sensible au genre et l'autonomisation économique des femmes. Pour plus d'informations, veuillez consulter [www.icr-facility.eu](http://www.icr-facility.eu) ou contacter [info@icr-facility.eu](mailto:info@icr-facility.eu).**

## ANNEXE 1 : LISTE DES PARTIES PRENANTES ET DES IFD INTERROGÉES

### Parties prenantes interrogées

- Cyril Okoye, secrétaire général, Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD)
- Colin Daley, spécialiste principal des services bancaires pour les femmes, Afrique et Moyen-Orient, Société financière internationale (SFI)
- Esther Dassanou, coordinatrice, Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (FAWA).
- Saphira Patel, directrice de l'Unité d'évaluation des opérations, directrice par intérim de l'Unité de durabilité environnementale et sociale, Banque de développement d'Afrique du Sud (BDAS)
- Winsome Leslie, fondatrice et PDG de DevSolutions Consulting, LLC
- Paul Freund, fondateur et PDG, Bare Maximum
- Edgardo Alvarez, secrétaire général, Association latino-américaine des institutions de financement du développement (ALIDE)
- Gavin McCosker, PDG par intérim de l'Australian Financial Security Authority (AFSA)
- Enrique Florencio, secrétaire général, Association des institutions de financement du développement en Asie et dans le Pacifique (AIFDAP)
- Samantha Hung, directrice du groupe thématique sur l'égalité des sexes, Banque asiatique de développement (BAD)
- Sonia Barbaria, directrice principale, Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFA-WA).
- Karl Morrison, consultant pour l'égalité des sexes, Fonds vert pour le climat (FVC)
- Sarita Bartlett, directrice générale, environnement, social, gouvernance d'entreprise et impact (ESGI), Obviam
- Anne Valko Celestino, spécialiste du développement social/du genre, opérations du secteur privé, Banque asiatique de développement (BAD)
- Hany Assaad, cofondateur et directeur du portefeuille et des risques, Avanz Capital Partners Ltd
- Diana Russo, ONU Femmes/responsable de la coalition sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les banques de développement

### Personnes interrogées au sein des IFD

- Deidre Clarendon, cheffe de la division sociale, Jessica Harris, spécialiste du genre, Lisa Harding, coordonnatrice, développement des micro, petites et moyennes entreprises - Banque de développement des Caraïbes (BDC)
- Eliane Kouassigan, cheffe de la division coopération, Yempaba Naba, agent social et environnemental, et Aminata Keita - Banque de développement de l'Afrique de l'Ouest (BDAO)

- Anna Mendiola, PDG/Présidente - Banque de développement des États fédérés de Micronésie (BD EFM)
- Gloria Mamba, directrice exécutive, Banque de développement commercial, Anne Molai, secrétaire, Andrew Bamu-gye, gestionnaire d'investissement principal, fonds de développement commercial, Doreen Mashu, consultante, fonds de développement commercial - Banque de développement et de commerce de l'Afrique de l'Est et du Sud (BDCAES)
- Thakane Setlaba-Tsiane, Thembi Khoza, Spécialiste de l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes - Banque de développement d'Afrique du Sud (BDAS)
- Migao Tiotio, gestionnaire, Banque de développement de Samoa (BD Samoa)
- Natalie Goff, directrice générale - Development Finance Corporation of Belize (DFC Belize)
- Deborah Newland, directrice générale, division des services stratégiques, Roxanne Donegan, spécialiste de l'environnement, Candice Williams, directrice de la stratégie, Christine Bernard, assistante de direction - Banque de développement de la Jamaïque (BD Jamaïque)
- Eugene Williams, responsable de la mobilisation des ressources, Fonds de développement Caricom
- Otlarongwa Chilume, coordinatrice exécutive, CEDA Botswana
- Maano Nepembe, directeur de la stratégie commerciale, Banque de développement de la Namibie (BD Namibie)
- Adebisi (Bisi) Ajaye, PDG de BOI Bank of Industry (BOI) Ltd
- Theresa Lawal, directrice du développement produits et des alliances stratégiques, Banque de développement du Nigeria (BD Nigeria)

## MENTIONS LÉGALES

Ce rapport a été établi dans le cadre d'une intervention soutenue par la Facilité ICR). La Facilité ICR est cofinancée par l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED), le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et le British Council. La Facilité est mise en œuvre par GIZ, le British Council, Expertise France et SNV. Cette intervention spécifique est menée par IPC GmbH pour le compte de la GIZ.

Le contenu de cette publication relève de l'entière responsabilité de l'auteur et ne reflète pas nécessairement les opinions des donateurs ou des partenaires d'exécution.

La Facilité ICR aide les parties prenantes publiques et privées des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à créer un contexte économique et un climat d'investissement plus favorables, plus durables et plus inclusifs.

Plus d'informations : [www.icr-facility.eu](http://www.icr-facility.eu)

### ÉDITEUR :

ICR Facility, Rond-Point Robert Schuman 6/7th Floor, 1040 Bruxelles – Belgique  
[www.icr-facility.eu](http://www.icr-facility.eu)

### AUTEUR :

Cathleen Tobin and Sally Yacoub, IPC GmbH

### CONCEPTION/MISE EN PAGE :

Atelier Löwentor GmbH, Darmstadt, [www.loewentor.de](http://www.loewentor.de)

### URL :

La responsabilité du contenu des liens vers les sites externes liés à cette publication incombe toujours à leurs éditeurs respectifs.

La Facilité ICR n'est pas responsable de ce contenu.

Bruxelles, Avril 2022

# INVESTMENT CLIMATE REFORM FACILITY

VOUS AVEZ DES QUESTIONS ? N'HÉSITEZ-PAS À NOUS CONTACTER


### ICR Facility

Rond-Point Robert Schuman 6/7th Floor  
1040 Bruxelles  
Belgique

### CONTACTEZ-NOUS :

[info@icr-facility.eu](mailto:info@icr-facility.eu)  
[in /icr-facility](https://www.linkedin.com/company/icr-facility)

### VISITEZ NOTRE SITE :

 ICR Facility  
[www.icr-facility.eu](http://www.icr-facility.eu)